



NOUS POUVONS GAGNER !

RESTONS MOBILISÉS ET RENFORÇONS LA GRÈVE

Depuis près de 2 mois, les cheminots sont fortement mobilisés. C'est historique à la fois par le nombre d'agents qui s'inscrivent dans la grève (*près de 9 cheminots sur 10 ont fait grève à un moment ou à un autre depuis le début du mouvement*), mais également par la durée de ce mouvement.

En date du 29 Mai, nous en sommes à 24 journées de grève depuis le 3 avril.

Assemblées Générales, Actions coups de poing, Manifestations, Repas revendicatifs et conviviaux, ..., le rythme de la grève est soutenu et les initiatives sont nombreuses et réussies à chaque fois.

Les cheminots peuvent être fiers de leur mouvement !

LES GRÉVISTES SOUTENUS DANS L'ENTREPRISE ET EN DEHORS !

Le Vot'Action a permis de tordre le coup au discours de Pepy et ses adjoints. La participation a été très forte (*61 % de participation soit plus de 91 000 cheminots*) et les résultats sont sans appel : 94 % des cheminots rejettent la réforme du gouvernement ! **Non les grévistes ne sont pas minoritaires !** C'est Pepy et son comité exécutif qui sont complètement isolés et qui n'ont plus la confiance des cheminots, y compris de l'encadrement ! La logique voudrait que Pepy remette sa démission ! Autre particularité de ce mouvement : **les usagers soutiennent fortement les**

grévistes. Les messages d'usagers et de leurs associations affluent de toutes parts. Ils nous disent : Tenez Bon ! Ils sont conscients que c'est le service public ferroviaire que le gouvernement et Pepy veulent liquider ! Enfin, **les soutiens financiers de la population démontrent que notre mouvement est bien plus populaire** que ce que peuvent dire les sondages faits sur mesure pour servir le pouvoir en place ! La cagnotte nationale qui est proche de 1,2 million d'euros en dit long ! N'hésitez pas à remettre à SUD-Rail vos fiches de paie des mois d'avril et mai (*accompagnées de l'imprimé au verso rempli*) pour que nous fassions le nécessaire auprès de l'association et que vous soyez donc indemnisés en partie.

LES GRÉVISTES METTENT LE GOUVERNEMENT EN DIFFICULTÉ !

Depuis début mars, moment où le débat sur cette réforme a commencé, le gouvernement délivrait des messages de fermeté et restait droit dans ses bottes sur l'ensemble des revendications. L'objectif du gouvernement : Ne céder sur RIEN !

Les grévistes ont pourtant imposé au gouvernement de commencer à lâcher sur certains points !

- ⇒ **Sur la dette**, depuis des mois, les fédérations syndicales et les grévistes martèlent que ce n'est pas la dette des cheminots, pas la dette de la SNCF mais qu'il s'agit d'une dette d'Etat qui est la conséquence des choix politiques qui ont été faits par les gouvernements successifs. Vendredi dernier, le 1er ministre a acté une reprise de la dette par l'Etat à hauteur de 35 milliards d'€ sur les 47 milliards d'€ de la dette totale.
Nous avons donc raison, il s'agit bien d'une dette d'Etat, et c'est bel et bien la grève qui a contraint le gouvernement à cette annonce. Pour autant, sur ce point, SUD-Rail réclame que la reprise soit totale, il reste donc 12 milliards d'€ à reprendre encore.
- ⇒ **Sur l'investissement dans le réseau**, 200 millions d'€ supplémentaires seront investis chaque année à partir de 2022 dans la rénovation du réseau. Là encore, alors que le réseau souffrait d'un manque d'investissement et que c'était une demande forte des fédérations syndicales, c'est bien la grève qui a obligé le gouvernement à acter ce plan d'investissement. Pour SUD-Rail, il faut aller plus loin et sans attendre 2022 car il y a urgence à réinvestir dans le réseau qui s'est fortement dégradé ces dernières années.
- ⇒ **Sur l'incessibilité des capitaux de la SNCF**, la ministre des transports a annoncé que cela allait être intégré dans le texte de Loi lors de son passage au Sénat. Pour rappel, le gouvernement s'y était opposé lors du passage à l'Assemblée Nationale. La grève a donc fait changer d'avis le gouvernement. Pour SUD-Rail, nous refusons toujours le changement de statut juridique de l'entreprise car nous ne serons pas à l'abri d'une augmentation de capital pour faire entrer des actionnaires privés qui pourrait à terme mener à la privatisation.
- ⇒ **Sur la rémunération en cas de transfert vers une autre entreprise** : Le gouvernement a là aussi été contraint par les grévistes de revoir sa position et d'accepter d'inclure les allocations dans la rémunération que le cheminot percevrait en cas de transfert. Au-delà du fait que cette annonce du gouvernement ne garantit pas ce niveau de rémunération dans la durée, SUD-Rail refuse que des cheminots puissent se voir imposer un transfert vers une autre entreprise contre leur gré.

IL FAUT ENFONCER LE CLOU POUR EMPORTER LE MORCEAU !

La grève a donc déjà fait bouger des choses ! Nous avons contraint le gouvernement à bouger contre sa volonté, mais nous pouvons obtenir beaucoup plus ! **C'EST NOTRE AVENIR À TOUS QUI SE JOUE :**

FAISONS VOLER EN ÉCLATS CE PACTE FERROVIAIRE ! CELA NE DÉPEND QUE DE NOUS !



DEMANDE D'INDEMNISATION

CAISSE DE GRÈVE ASSOCIATION SOLIDARITÉ CHEMINOTS GRÉVISTES 2018.

***-Joindre à ce formulaire une copie intégrale du ou des
bulletins de paie (fiche(s) et annexe(s)).***

Nom Prénom :

Etablissement :

Adresse postale domicile :

Adresse mail :

N° de téléphone :

**Lister les dates de tous les jours de grève décomptés pour
chaque bulletin de paie :**

A remettre aux militants SUD-Rail
Ou à envoyer à sudraillyon@gmail.com
Ou à SUD-Rail, 41 quai Fulchiron, 69005 Lyon